

autre cause de la désinformation, qui rejoint la mauvaise foi de l'ennemi déloyal mais qui n'a pas la haine pour origine : les faiblesses humaines ou l'absence de scrupule de ceux à qui les groupes de pression anti-NS -extrêmement influents, comme nous ne l'apprenons pas à nos lecteurs- reprochent un manque d'énergie ou d'intelligence dans la répression. Il est toujours facile et tentant pour un incapable majeur de traîner dans la boue un adversaire qui ne peut se défendre.

S'il y a une conclusion à tirer de tout cela, c'est qu'il serait pour nous erroné de nous retirer dans une tour d'ivoire, en arguant que la situation serait sans issue. Les Européens sont conditionnés, ils ne sont pas stupides. Nous devons, inlassablement, rétablir la vérité des faits, en argumentant avec le souci à la fois de la précision utile et de la hauteur de vues. Nous devons comprendre à quel état d'intoxication peut se trouver une personne de bonne foi à l'égard du national-socialisme. Il faut faire un service de presse de nos publications aux journaux d'information, aux chercheurs honnêtes, même anti-NS. Lorsqu'on est un responsable NS, il faut rencontrer -avec certaines précautions- ceux des journalistes du système dont on ne peut a priori pas suspecter la probité intellectuelle. Dialoguer fait partie de notre travail militant pour la diffusion de nos idées. Notre combat passe aussi, nécessairement, par là.

=====

5 décembre 1981-5 décembre 1991 : IL Y A DIX ANS NOUS QUITTAIT ALESSANDRO ALIBRANDI - Alessandro Alibrandi symbolisait admirablement cette révolte de la jeunesse contre la pourriture de la démocratie antifasciste, qui en 45 ans d'existence a tué les meilleurs des fils de l'Italie, qui se nommaient aussi Giorgio Vale, Sergio Ramelli, Alberto Giaquinto ... tous sacrifiés sur l'autel de la démocratie du rien et du vide, contre laquelle ils osaient se rebeller. Leur souvenir restera éternellement dans nos cœurs.

=====

NORLAND FORLAG vous propose (extrait du catalogue) :
-tous les prix s'entendent franco de port-

- réf. 5003 - Carnet de Chants de la SS, 264 p., 70 FF
- " 5014 - Carnet de Chants de la HitlerJugend, 280 p., 120 FF
- " 5090 - Carnet de Chants du NSDAP, 128 p., 35 FF
- " 6002 - Matt Koehl, "L'Appel du Futur" (en français), 10 FF
- " 6003 - "Les Protocoles des Sages de Sion" (en français), 60 FF

IL N'EST FAIT AUCUN ENVOI CONTRE REMBOURSEMENT - RECOMMANDATION EN SUS - TOUT COURRIER DOIT ETRE ADRESSE A :

NORLAND FORLAG
POSTBOKS 7916
DK-9210 AALBORG SØ
(DANEMARK)

Le National Socialiste - périodique édité par Nordland Forlag à Aalborg, Danemark. Imprimé en Angleterre.
Copyright: Nordland Forlag 1991.

IL LE National Socialiste

Volume II, Numéro 1

HIVER 1991/92

LE SAMIZDAT ET LES CATACOMBES

Lorsque nous avons annoncé une pause dans la parution de ce périodique, au terme des cinq numéros du Volume I, nous ne nous attendions pas à soulever autant de protestations. Il faut croire que "Le National-Socialiste" correspond bien à un besoin, alors que les rares libertés dont nous disposons encore dans les soi-disant démocraties sont toujours plus battues en brèche. Le ministère français de l'Intérieur a encore interdit la brochure d'Otto Weidinger "Tulle et Oradour, Tragédie franco-allemande", et le journal "Tribune Nationaliste". Partout dans l'Europe qui bouge les peuples se révoltent et les nationaux-socialistes, toujours présents, doivent faire face à la répression, au mensonge, à l'ignorance. Nous avons donc décidé de mettre en train un peu plus tôt que prévu ce volume II, avec quelques améliorations techniques que nous espérons bienvenues, tout en conservant globalement la formule originale.

La répression s'installe, dans le silence de la presse du système : c'est 18 mois de prison ferme infligés par la justice belge à Olivier Mathieu pour quelques propos virulents à l'encontre d'un journaliste juif ; c'est Olivier Devalez condamné à 8 mois de prison ferme par la justice française ; c'est -autre exemple parmi beaucoup d'autres- Vincent Reynouard comparissant devant le tribunal correctionnel de Caen (France) pour avoir distribué des tracts révisionnistes. Le prétendu "Monde libre", privé du repoussoir communiste, ne peut qu'accroître sa répression face à ceux qui représentent la seule alternative face à la chienlit démocratique.

Entre la situation des libertés publiques dans les pays ouest-européens à forte législation anti-NS (comme la France) et celle qui prévalait dans les pays de l'Est avant leur début d'émancipation, il n'y a pas de différence de nature, mais seulement une différence de degré. C'est une chose que nous devons bien comprendre : les fonctionnaires communistes de l'administration judiciaire ou de la police, en Hongrie, en Tchécoslovaquie ou ailleurs, avaient tout autant bonne conscience que ceux qui officient actuellement dans l'Occident démocratique. Ils ne lisaient comme eux que la presse du système, ils géraient le bon ordre public en croyant agir pour le bien commun, tout en assurant -pensaient-ils- le bon déroulement de leur carrière. Psychologiquement, il n'y a pas de différence. Il faut bien comprendre que nous sommes tous, nous autres nationaux-socialistes, des dissidents, publiant des samizdats avec les moyens du bord, étincelles de lumière et de liberté dans la nuit de l'obscurantisme anti-blanc.

Aujourd'hui le communisme marxiste comme le capitalisme libéral ont fait faillite. 50 ans de gâchis pour en arriver là : le seul système politique fiable et neuf qu'ait généré le vingtième siècle porte le nom de national-socialisme. Le système soviétique a longtemps illusionné beaucoup de naïfs qui ne comprenaient pas qu'il reposait sur des conceptions niant la nature même de l'homme. Ce système social s'est très vite bâti sur le tryptique cynisme-paresse-tricherie et a engendré les années passant un formidable gâchis humain autant qu'écologique. A cette destruction des fleuves, des mers et des forêts au nom du progrès indéfini et de l'industrialisation à outrance, nous ne voulons pas que s'ajoute une destruction des cultures, des peuples et des races (réalités ayant beaucoup mieux résisté), car alors le chaos serait total et le monde mûr pour une anarchie apocalyptique, un nouveau moyen âge bien pire que l'ancien. Cela, les ex-apparatchiks communistes qui tiennent les rênes du pouvoir dans les pays de l'Est européen (Russie incluse), à de rares exceptions près, le savent bien, qui interdisent au nom de la démocratie les organisations prônant la discrimination raciale. Ils savent que la seule alternative possible au communisme exempté de toute démagogie est nationale-socialiste (qu'on la nomme ainsi ou d'un autre nom importe peu, en l'occurrence), et que le reconnaître compromettrait leur pouvoir vacillant et les couperait des dollars, des yens et des marks dont ils attendent le déversement, avec tous les risques que comporte la présence sur leur territoire d'une cinquième colonne influente constituée de candidats à l'émigration vers les Etats-Unis et Israël. Incapables d'un grand dessein, d'un courage limité, d'une intelligence médiocre, ils préfèrent gérer les affaires de leurs pays au jour le jour plutôt que de dire la vérité à leurs peuples : que l'assistantat pourrit l'homme, que l'on est condamné à disparaître si l'on refuse de se retrousser les manches devant l'ampleur des tâches à accomplir. Lorsqu'un homme refuse de se défendre, lorsqu'il refuse de travailler, ce ne sont pas les combats ou le travail qui disparaîtront, c'est lui qui sera marginalisé, écrasé, englouti. Il en est de même à l'échelle des peuples. Le "Tiers Monde" frappe à la porte du monde blanc avec de moins en moins de retenue, et il a commencé depuis un certain temps déjà à s'y infiltrer. Si les peuples européens refusent de se réveiller avant de se voir totalement déposséder, ils se réveilleront après, sans territoire sur lequel ils seraient entre eux, marginaux ou esclaves d'une nouvelle tour de Babel où l'on parlerait toutes les langues, sauf les leurs.

Nous n'en sommes pas encore là, si nous n'en sommes pas si loin. Nous ne voulons pas sombrer dans un catastrophisme stérile. C'est pourquoi, malgré la répression, les pressions, les menaces, nous résistons, nous nous organisons, nous faisons front. On ne réussira pas à nous faire taire, parce que notre message vient du tréfonds de l'homme européen. Aujourd'hui nous nous réunissons dans les catacombes, nous distribuons des samizdats, parce que les chemins de l'honneur passent par le combat, demain nous moissonnerons le blé que nous aurons semé.

=====

ABONNEMENT AUX 5 NUMEROS DU VOLUME II : 50 FF ; SOUTIEN : 100 F

Les nationaux-socialistes ont toujours réclamé la liberté dans l'Etat de toutes les croyances religieuses. A une réserve près: ces croyances ne doivent en aucun cas mettre en danger l'existence de l'Etat ou porter atteinte aux moeurs ou au sentiment moral de la communauté raciale. L'exemple qui vient immédiatement à l'esprit en matière de moeurs est la pratique de la circoncision, une mutilation qui, survivance d'un autre âge, symbolise un ersatz de sacrifice humain et n'a, contrairement à une idée reçue, aucune justification d'ordre hygiénique ou médical. Quand on pense que certains Européens de souche (notamment en Grande-Bretagne), par pur snobisme, ont fait circoncire leurs petits garçons, on appréciera le degré de décomposition de certaines couches de la société. En France, les articles du Code Pénal réprimant les mutilations ne sont pas appliqués en la matière, afin de ne pas mécontenter les groupes de pression que vous devinez. Autre atteinte manifeste aux moeurs de l'Europe civilisée : l'abattage rituel des animaux, qui consiste à les vider vivants de leur sang, dans d'atroces souffrances. Le national-socialisme ne peut tolérer de telles pratiques barbares sous nos latitudes. Il ne saurait non plus accepter que des lois religieuses restreignant la liberté individuelle contredisent les lois de l'Etat ou prétendent à l'hégémonie, il ne saurait accepter l'anti-laïcisme. La loi bien connue du talion est contraire aux moeurs européennes, de même que la notion de culpabilité collective ou héréditaire. Cela n'empêche pas de prendre lorsque la patrie est en danger (guerre, révolution) des mesures de sûreté provisoires à l'égard de collectivités entières, si la situation le nécessite. L'Etat NS ne saurait accepter non plus les institutions contraires à notre éthique, comme la polygamie. Nous sommes contre tous les intégrismes religieux, quels qu'ils soient. Le mot d'"intégrisme" est actuellement souvent associé au mot "musulman" dans les médias, mais il convient de refuser toute généralisation. L'intégrisme religieux n'a pas été absent de la guerre du Golfe, mais le fanatisme intégriste, en la circonstance, ce n'était pas Saddam Hussein, c'était George Bush, qui se pense le messager messianique d'un nouvel ordre ploutocratique international, dont les Etats-Unis seraient le gendarme -ou plutôt le Tonton Macoute en chef.

L'Etoile des Maîtres

Lorsqu'on demande au Grand Rabbin de France Joseph Sitruk pourquoi il est résolument hostile aux mariages mixtes, il explique que "s'ouvrir, c'est trahir" (la religion de ses ancêtres). Pour un juif qui ne s'est pas affranchi de son judaïsme, toute ouverture est impossible. Il est logique que la plupart des rabbins ne reconnaissent pas la conversion au judaïsme : ce serait trop facile si l'on pouvait par une simple profession de foi plus ou moins sincère appartenir sur-le-champ à un peuple élu de Dieu. Cela confirme à la fois le caractère intrinsèquement sectaire du judaïsme originel, son caractère étroit et intolérant lorsque ses prescriptions sont appliquées strictement, à la lettre. Tout est dans l'expression "Peuple élu", qui est la base même du judaïsme, sa philosophie fondamentale. On

pourra dire que la tolérance peut se concilier avec cette notion : si l'on veut, en considérant que le maître peut être tolérant et même humain avec ses esclaves. En Palestine occupée, les juifs peuvent être extrêmement tolérants avec les arabes lorsque ceux-ci se montrent soumis, qu'ils travaillent pour eux sans rechigner, et ne revendiquent pas autre chose qu'un maigre salaire. Le judaïsme se montrant ainsi une religion sectaire s'affirme dans le même temps comme une doctrine raciste, au sens moderne du terme qu'a exprimée l'Organisation des Nations Unies dans une déclaration célèbre concernant le sionisme. L'ONU considère que le sionisme est une "doctrine fondée sur la supériorité raciale" (du peuple juif), une "idéologie impérialiste" constituant une "menace à la paix et à la sécurité mondiales". Le sionisme n'est bien sûr pas le judaïsme, mais il en est évidemment indissociable. Il faut bien comprendre que la réalisation du sionisme en Palestine est à peine plus qu'une coïncidence. Le fondateur du mouvement, Théodore Herzl (mort en 1904), avait songé très sérieusement à l'Argentine, d'autres à Madagascar. Sur des terres vierges un sionisme non agressif aurait été sans doute la meilleure des solutions au problème juif, problème qui empoisonne les relations internationales depuis des siècles ; sur un territoire appartenant à d'autres le sionisme devient logiquement, par un processus naturel qui peut être interprété comme une fuite en avant, expansionniste, autoritaire vis-à-vis des non-juifs. Lorsqu'on est élu de Dieu, tolérer une contestation de cet état serait accepter le blasphème, blasphème d'autant plus inacceptable s'il vient de peuples perçus comme "inférieurs" puisque "non élus". Le sionisme est en théorie une réponse aux critiques nationales-socialistes du judaïsme. Mais le sionisme lui-même a généré sa propre perversion. La Palestine est le pire des endroits où réaliser le rêve sioniste, parce qu'il accredit le songe messianique ou mégalomane de la "Terre promise". En découle logiquement l'expulsion des populations, le dynamitage des maisons, l'emprisonnement des enfants, toutes choses qui constituent aujourd'hui l'image dans le monde de l'Etat d'Israël : tout cela est justifié par la Bible (à condition de la lire avec des lunettes), car les exemples de méthodes expéditives (y compris l'extermination de ses ennemis, femmes et enfants inclus) n'y sont pas rares, les hébreux y étant là souvent du côté de la manche. Un foyer national pour les juifs serait acceptable sur des terres vierges qui ne seraient revendiquées par personne, et force est de constater que, s'il y en avait encore au siècle dernier ("L'Etat juif" de Herzl date de 1896), il n'y en a plus guère aujourd'hui. Peut-être du côté de Birobidjan, sous bénéfice d'inventaire. Tout cela ne signifie pas qu'il n'y ait aucune solution au problème juif : l'assimilation des juifs est possible à condition expresse qu'elle se fasse au sein des peuples dont ils sont racialement originaires. Il se trouve en France une communauté juive originaire d'Afrique du Nord extrêmement importante, arrivée après l'indépendance de l'Algérie en 1962. L'avenir de cette communauté est pour nous en Afrique du Nord, où elle a ses racines, en tout cas pas en Europe. Lorsqu'on demande à quelques juifs haut placés dans la société française quel est le sens de l'attachement indéfectible qu'ils déclarent éprouver pour la France, que répondent-ils ?

(à suivre)

La désinformation dont les nationaux-socialistes sont victimes partout dans le monde et depuis toujours a deux origines bien distinctes, même si elles se conjuguent ou s'interpénètrent souvent : l'ignorance et la volonté de nuire. L'ignorance peut avoir pour origine la bêtise (mais il faut bien l'en dissocier), elle traduit la volonté de ne pas comprendre pour mieux haïr, de ne pas analyser la réalité pour mieux la faire rentrer dans des schémas stéréotypés où de toute façon elle est incapable de s'insérer. On n'instruit pas un procès en sorcellerie, on prépare l'assassinat final, le sacrifice humain auquel on veut procéder. La voie obligée de l'antifascisme militant est celle de l'aveuglement répressif, qui trouve toujours ses ardeurs jusqu'au-boutistes, ceux qui trouvent que les épurations de 1944/45 ou la dénazification ont été trop indulgentes, trop douces, pas assez sanglantes, ceux qui s'indignent de ce que tous les "fascistes" ne soient pas en prison (c'est une antienne bien connue de la presse communiste, partout dans le monde). Nous allons maintenant, à travers quelques exemples, faire un essai d'analyse de cette désinformation-propagande. Un hebdomadaire français tirant à plus de 260.000 exemplaires, "VSD" ("Vendredi-Samedi-Dimanche"), est réputé pour son indigence intellectuelle et son antinazisme répugnant. Cette revue est financée et dirigée par des juifs. Si cette précision présente un intérêt, c'est que les juifs, pour des raisons sociologiques et historiques, ont souvent une forte tendance à ne pas analyser avec sérénité l'idéologie nationale-socialiste. Certains considèrent qu'on ne peut le leur reprocher. En revanche il est tout à fait inacceptable qu'ils veuillent à tous crins faire partager leur absence de sérénité -qui peut se métamorphoser parfois en folie furieuse, en excitation hystérique- à ceux qui les écoutent ou qui les lisent, et qui ignorent leur qualité de juifs. Après la profanation du cimetière juif de Carpentras, au printemps 1991, VSD a fait sa "une" d'un portrait de Hitler, avec comme titre, en gros caractères : "Ça suffit !". On sait maintenant après enquête que la profanation -non signée- visait les tombes de juifs ayant épousé des non-juifs, et qu'elle est probablement l'oeuvre de religieux intégristes juifs. Cela, les lecteurs de VSD n'en sauront bien sûr jamais rien. VSD a toujours montré beaucoup de constance dans l'abrutissement et la hideur anti-NS, en pratiquant volontiers la délation, la dénonciation calomnieuse. Dans son numéro du 20 janvier 1982, notre camarade Povl Heinrich Riis-Knudsen, à l'époque secrétaire général de la World Union of National Socialists, était présenté comme le "nouveau Führer de l'Ordre Noir", le cerveau d'un terrorisme "néo-nazi" qu'il aurait désavoué publiquement et avec insistance dans le seul but de brouiller les pistes. Non seulement le journaliste -par ailleurs d'une inculture crasse- pratique constamment l'amalgame, mais on sent bien qu'il n'a rien à mettre derrière ce qu'il appelle le "terrorisme néo-nazi". On nage en plein fantasme. Tous jours dans VSD, on lisait quelques mois plus tôt que Michel Caignet (alors responsable NS français), entre autres "informations" ... ne parlait à sa mère qu'en allemand, entre deux

disques de musique militaire ! Nous qui savons à quel point tout cela est absurde, nous en rions spontanément entre nous, mais le drame est que la plupart des lecteurs croit en ces ignominies, et que certains d'entre eux passent aux actes terroristes anti-NS.

La gauche intellectuelle française a encensé un ouvrage apparemment bâclé de Pierre Milza intitulé "Fascisme français" (Ed. Flammarion, 1987). Il y a dans ce livre un mélange d'erreurs de chronologie, d'analyses fondées sur des données erronées, de fausses nouvelles, de ragots. Les réflexions indigentes et les informations lacunaires ne sont bien sûr pas rares sous les plumes anti-NS, loin s'en faut, mais en la circonstance la chose est plus grave dans la mesure où la signature n'est pas celle d'un journaliste -fût-il acteur de films comiques de série B- mais d'un historien de formation, auréolé des lauriers trépassés par l'université française. Peut-être après tout n'est-ce là qu'un signe parmi beaucoup d'autres de la décadence européenne. Quelques-unes des erreurs de Pierre Milza lui ont été dûment signalées après la sortie de la première édition. Il n'en a bien sûr tenu aucun compte lors de la parution de l'ouvrage en collection de poche, fin 1990.

Le 2 août 1980, une bombe explosait dans le hall de la gare de Bologne (Italie), causant la mort de plus de 80 personnes. On ne connaît toujours pas aujourd'hui officiellement les coupables de cet attentat monstrueux. On sait en revanche qu'une fraction des services secrets italiens dénommée "Super S", liée à la CIA, au Mossad, ainsi qu'à la Loge maçonnique "Propaganda Due" (P2), a délibérément orienté les magistrats italiens sur une fausse piste, en fabriquant de fausses preuves : la piste de "l'extrême-droite néofasciste". Il est possible à bon droit de supposer que si "Super S" a organisé avec tant de zèle le dépistage de l'enquête, c'est parce qu'il voulait protéger les coupables, et peut-être parce qu'il avait commis lui-même l'attentat. Dans les jours qui suivront immédiatement le massacre, les journaux italiens évoquent ainsi une première fausse piste qui mène à un membre du Bureau Politique de la FANE française, Paul Durand. Il s'avèrera quelques jours plus tard que ce dernier exerce la profession d'inspecteur de la police nationale, ce qui était connu des responsables du mouvement NS, mais non des militants, pour des raisons de sécurité. Cinq mois plus tôt, à la suite d'une dénonciation anonyme, Paul Durand avait été muté autoritairement au sein de la police de la direction des Renseignements Généraux, dont la plupart des agents occupe des fonctions de renseignement politique, à celle de la Police Judiciaire. La plupart des journaux italiens vont présenter les Renseignements Généraux comme un service secret -ce qu'il n'est pas, ou très marginalement- et Paul Durand comme y appartenant toujours au moment de l'attentat. Ainsi une connexion est faite abusivement entre "les services secrets" français et un mouvement NS, et le doute s'installe chez nombre de militants ou sympathisants, surtout en Italie. La carrière de Paul Durand au sein de la police est alors retracée : ce sont les faits, dont la plupart des journaux ne tiendront pas compte. Comme ces faits ont été de nouveau niés ou remis en cause, relativement récemment, dans la presse audiovisuelle et écrite italienne en particulier, nous rappelons ci-après la carrière de Paul Durand : 1) septembre 1977-été 1978 : élève-inspecteur à l'Ecole

Nationale Supérieure de Police de Cannes-Ecluse (après avoir passé avec succès un concours) ; 2) été 1978-mars 1980 : membre de la Brigade de Protection des Hautes Personnalités Etrangères, dépendant administrativement des Renseignements Généraux de la Préfecture de Police, à Paris ; 3) avril 1980-septembre 1980 : affecté au Service Régional de Police Judiciaire de Versailles, spécialiste des empreintes digitales. 19 septembre 1980 : exclu définitivement de la police. Paul Durand n'a jamais accompli aucune mission d'information ou d'infiltration pour le compte d'un quelconque service de police. Aujourd'hui, on en est à la situation suivante : certains journalistes se disent en se trouvant intelligents que si l'on a tant parlé de Paul Durand il y a dix ans, comme il n'y a pas de fumée sans feu, eh bien après tout il pourrait bien être pour quelque chose dans le massacre de la gare de Bologne. Et s'il n'a jamais été entendu par la police au sujet de cette affaire (et encore moins "arrêté", comme le dit à tort Marie-José Chombart de Lauwe dans le livre collectif "L'Extrême-Droite en Questions" [EDI, Paris, 1991], p. 101), c'est évidemment parce qu'il serait "protégé". C'est très exactement de la mythomanie, mais c'est ainsi que l'on "informe" l'"opinion". Même Pino Rauti, un secrétaire national du MSI bien fatigué et bien décevant (il campe maintenant sur des positions anti-révisionnistes, pro-américaines, a-fascistes, et trouve Le Pen odieusement raciste), s'est montré influencé par ces ragots. Dans une interview à l'hebdomadaire "L'Europeo" parue en janvier 1991, il invente la participation de Paul Durand à une "provocation" de dimension somme toute réduite et qui l'aurait visé personnellement, en tant que responsable d'un courant révolutionnaire au sein du MSI : on aurait cherché à le photographier aux côtés d'un jeune excité saluant le bras tendu, dans un camp politique d'été organisé par ses amis, quelques jours avant l'attentat de Bologne, dans le but précis de l'impliquer dans le massacre. Déjà, l'argument et le raisonnement laissent songeur, car on peut saluer le bras tendu sans vouloir nécessairement poser des bombes. Et lorsqu'on demande à Rauti pourquoi diable, dans l'hypothèse où l'incident serait exact, il a cru pouvoir affirmer que "le provocateur" était Paul Durand, il répond que c'est uniquement parce que ce dernier se trouvait dans le camp à cette époque et que la presse avait dans les semaines qui ont suivi parlé de lui comme d'un agent secret !.. Tant de légèreté de la part d'un responsable politique tel que Rauti laisse pantois. Bien sûr "L'Europeo", dûment informé de la bourde de Rauti, dans les semaines qui ont suivi la parution de l'interview, n'a aucunement rectifié.

Le ministre français de l'Intérieur en 1980-81, Christian Bonnet, est connu pour prendre ses désirs pour des réalités. Il a prétendu, longtemps après sa première dissolution en septembre 1980, que la FANE avait été totalement pénétrée par sa police, ce qui est totalement faux : s'il y eût des tentatives, elles furent tardives, partielles, et largement inefficaces. De la même façon, ce ministricule avait, avant d'en donner connaissance au Chef de l'Etat, corrigé en les inversant les sondages confidentiels de la police qui donnaient Giscard d'Estaing perdant à l'élection présidentielle de mai 1981. Là encore les faits lui donnèrent tort, sans entamer pour autant la suffisance du personnage. A ce point, nous touchons une